

# LIP

## débat sur le comité d'action

Un correspondant de l'EGF-Brest nous écrit pour critiquer l'analyse du Comité d'Action-Lip qui avait été faite dans Rouge. Nous publions sa lettre, ainsi que la réponse d'Yvetot.

Chers camarades,

Si j'ai bien compris Rouge a préconisé après le démarrage de la grève, l'élection du comité d'action par les grévistes dans les ateliers.

Si j'ai bien compris l'article d'Yvetot, le type de comité d'action LIP lui convient relativement bien et il est prêt à encourager de telles formes d'organisation ailleurs.

Concernant la position de Rouge, je pense que c'est une grave erreur. Il est vrai que le comité d'action a joué chez LIP un rôle absolument déterminant dans la phase qui a précédé la grève et qui a abouti à son déclenchement. Il est sûr aussi que les syndicats seuls n'auraient jamais pu réaliser ce qu'a fait ce comité.

Ceci dit, la position que j'avais défendue quelques semaines avant le déclenchement de la grève et que je défends toujours, c'est que la seule solution valable serait que le comité d'action lui-même, prenne l'initiative, non pas de se faire élire, mais de faire élire un comité de grève par l'ensemble des grévistes. Il était évident déjà à ce moment là, que la grève était inévitable.

C'était la seule position correcte que Rouge avait à prendre. Il est impensable qu'un comité d'action qui a regroupé les éléments les plus combattifs dans la phase de préparation, accepte de se remettre en cause en tant que tel, une fois que son action a abouti au déclenchement de la grève.

Par contre, il était aussi évident qu'il n'était pas possible, sous peine de les faire se retourner contre le mouvement, de laisser de côté les militants syndicaux.

La seule solution était de faire élire par les grévistes cet organisme de direction, qui inévitablement aurait regroupé les éléments les plus combattifs du comité d'action et des syndicats.

Il existe aujourd'hui à LIP un comité d'action dont le rôle a diminué, et deux syndicats qui ne maintiennent l'unité que grâce à des concessions négociées. Piaget lui-même malgré tout son poids ne peut pas y échapper.

Tous ces inconvénients graves puisqu'ils contiennent une possibilité de rupture, auraient pu être évités par un comité de grève démocratiquement élu rendant difficile sinon impossible les manœuvres des bureaucraties syndicales confédérales qui s'accroissent au fur et à mesure que grandissent les difficultés. Les militants syndicaux auraient été soumis à la volonté des grévistes et non plus liés par les pressions de leurs directions régionales ou nationales. Le comité de

grève élu est dans la période actuelle l'organisme qui permet le mieux l'application réelle de la démocratie ouvrière.

Peut-être malgré une propagande intensive et des discussions, ne serions-nous pas parvenus à obtenir cette élection, mais c'est ça qu'il fallait tenter.

Pour en revenir à l'article de R. Yvetot, je suis tout à fait d'accord avec lui lorsqu'il dit que ce qui a été réalisé à Brest, sera, sans doute pour longtemps une exception. Nous verrons fleurir toutes sortes de comités qui n'atteindront pas ce niveau. Il y aura et nous devons les encourager, des formes intermédiaires d'organisation de la classe entre les seules directions syndicales et le comité de grève parfaitement démocratique.

Ceci dit, nous ne devons pas nous en satisfaire. Nous devons en comprendre le caractère positif et leur dynamique, mais toujours tenter de les pousser plus haut pour qu'enfin la classe ouvrière se donne les formes d'organisation susceptibles de lui faire prendre en main, réellement, la direction de ses luttes.

Je prétends qu'il nous faut viser vers le type d'organisation que nous avons réalisé à Brest en mieux bien sûr, mais que c'est aujourd'hui vers là que nous devons tendre.

Il n'est pas possible de théoriser comme semble le faire Yvetot, à partir du comité d'action LIP au risque d'encourager tous les lecteurs de Rouge à se lancer à corps perdu dans la création de tels comités qui malgré leur caractère positif, comportent des défauts énormes et dangereux qu'il faut fortement souligner.

En résumé, nous savons que les formes d'organisation de la classe ouvrière n'atteindront pas du premier coup et d'ici longtemps ce qui est nécessaire. Il faut encourager les formes intermédiaires qu'il nous faudrait préciser, d'autant plus que bien souvent ça sera la seule manière de donner la possibilité aux militants révolutionnaires d'être partie prenante de la direction des luttes.

Mais ceci doit se faire dans une perspective très claire de ce que ces formes ont d'intermédiaire et de l'objectif à atteindre. L'organisation des travailleurs en lutte doit déjà intégrer notre conception de la démocratie ouvrière totale en vue de la construction de la société socialiste.

4.9.73

Correspondant  
EDF-Brest



Jean Raguenes, un des animateurs du comité d'action

## réponse au camarade de brest

On ne peut qu'être d'accord avec le camarade de Brest.

On ne peut faire de la propagande pour des formes intermédiaires de démocratie ouvrière mais seulement pour la démocratie ouvrière totale, complète telle que nous la concevons : du comité de grève au comité d'usine, composé de délégués élus et révocables.

C'est ainsi que lors du dernier congrès CFDT, les militants révolutionnaires ont proposé une orientation en faveur des comités de grève élus permettant d'expliquer les rapports entre syndicats et comités de grève, entre démocratie syndicale et démocratie ouvrière et non en faveur des formes intermédiaires !

Mais la lettre du camarade ne répond pas à deux problèmes importants :

1) L'importance avant une grève de prendre des initiatives susceptibles de mobiliser les hésitants, de préparer la grève. Tous les travailleurs n'acquiescent pas en même temps le même niveau de combativité et de conscience. Si une minorité avancée se lance seule dans la grève, elle se coupera de la majorité et ce sera l'échec. Par contre, si cette minorité agit de façon à galvaniser les hésitants, elle prépare au contraire l'action de masse.

Pour cela, la constitution avant la grève de comités de mobilisation unitaires peut être décisive comme l'a été le rôle du comité d'action pendant les mois précédant la grève. L'aspect unitaire d'un tel comité comportant des syndiqués CGT, CFDT et des non syndiqués est très important car cela montre à tous les travailleurs que ce n'est pas une affaire de boutique syndicale mais l'affaire de tous. Le soutien d'un syndicat, comme ce fut le cas de la CFDT avec le CA de Lip, est également décisif pour qu'un tel comité n'apparaisse pas comme anti-syndical, divisant les travailleurs entre partisans et ennemis du comité, aboutissant à l'inverse du but poursuivi.

2) Lors du développement de la grève elle-même, nous nous battons systématiquement sur deux axes : l'unité indispensable et la démocratie ouvrière. Seule l'élection par les grévistes d'un comité de grève responsable devant l'assemblée générale des grévistes permet la conciliation parfaite de ces deux exigences.

Mais hélas, souvent, ce ne sont pas des militants comme ceux de la CGT de l'EDF Brest ou de la CFDT de Lip qui sont à la tête des syndicats, mais des militants réformistes quand il ne s'agit pas

purement et simplement de bureaucrates refusant la démocratie ouvrière... au nom de l'unité ! Que faire dans ces conditions : expliquer dans les Taupes Rouges l'utilité d'un comité de grève est indispensable mais cela ne résoud pas ce que doivent faire les militants ouvriers révolutionnaires au sein de l'entreprise. Bien sûr, si les dirigeants réformistes sont repoussés par l'ensemble des travailleurs en raison de leur trahison, il faut proposer l'élection d'un comité de grève par les grévistes. Mais souvent les travailleurs, même s'ils sont réticents, suivent leurs directions syndicales qui profitent de la force de l'habitude et de la force de l'appareil. Il serait incompris et inefficace de vouloir remplacer les directions syndicales par un comité de grève. Par contre, il est possible de regrouper les travailleurs combattifs dans un comité large plus ou moins formalisé permettant de dynamiser la grève, de pousser les directions syndicales en avant, de les contraindre à respecter au maximum la démocratie ouvrière et, si elles trahissent ouvertement la grève, de proposer alors, mais alors seulement, leur remplacement par un comité de grève comportant des délégués syndiqués et non syndiqués élus.

Certes, à Lip, la position actuelle dans les négociations serait d'autant plus forte s'il existait un comité de grève élu représentant unanimement les grévistes. Cela éviterait par exemple qu'à une séance de négociations la CFDT sorte alors que la CGT reste, ce qui permet à la bourgeoisie de faire des gorges chaudes sur la division syndicale et de marquer des points si ce n'est auprès des grévistes, du moins dans l'opinion publique et le mouvement de soutien aux grévistes.

Cependant, si la CGT de Lip, subissant les pressions nationales, avait refusé systématiquement l'élection d'un comité de grève, la CFDT et le CA devraient-ils l'imposer, quitte à rompre avec la CGT ? Non bien sûr. Par contre, ils ont eu raison d'imposer

a) la présence du CA dans les réunions unitaires et aux négociations

b) l'unité sans exclusive du comité de soutien.

Certes, ce n'est pas l'idéal, mais c'est un pas en avant. Le danger consiste précisément à mépriser, critiquer voire pire : condamner ces formes intermédiaires, ces pas en avant, sous prétexte que ce n'est pas l'idéal, pas conforme à notre conception de la démocratie ouvrière totale.

R.Y.



# UNE DECISION HISTORIQUE

Les travailleurs de Lip viennent de toucher leur troisième paye ouvrière. Depuis trois mois, ils produisent, vendent et se payent. Quel est le sens de cette remise en marche ? Quels dangers étaient à éviter ? Comment garantir les acquis de la lutte ? Comment préparer dans les luttes de masse le renversement du capitalisme ? Rouge s'efforce de répondre à ces questions.

Le 18 juin, après la séquestration de deux administrateurs, et la prise de plus d'un milliard de montres en otage, après l'énorme manifestation du 15, se tient une mémorable assemblée générale. Sur proposition des 2 sections syndicales et du Comité d'Action, les travailleurs décident dans l'enthousiasme de remettre en marche l'usine :

Pourquoi une telle décision ? Ils l'expliquèrent souvent par la suite : « dans l'escalade enclanchée, c'était pour créer un impact politique. C'était ça leur but essentiel. Et aussi pour assurer un « salaire de service » aux 1300 personnes de l'usine.

Au départ cette menace était plus conçue comme une sorte d'ultimatum une « gestion provocatrice » pour obliger les patrons à prendre position que comme une forme de lutte qui peut durer des mois. Mais très vite la réalité dépasse la fiction : la télé, la radio, les journaux y font un large écho, le patronat reste sans voix. Des centaines de futurs recruteurs se pressent à la porte de l'usine dès le 19 juin pour acheter les premières « montres ouvrières ». De tous les coins de France des comités d'entreprise passent des commandes. « L'affaire Lip » est née...

Si cette remise en marche de l'usine a fait tant de bruit, si elle a contribué à durcir le mouvement, à le faire tenir, semaine après semaine, on peut comprendre aisément pourquoi :

- une telle mesure met directement en cause le droit de propriété, fondement même de l'ordre bourgeois. C'est d'ailleurs ce qu'a constaté amèrement l'éditorialiste réactionnaire Jean Ferniot dans un de ses bulletins du matin.

- elle fait plus : elle démontre les capacités autogestionnaires de la classe ouvrière ; elle prouve que les ouvriers peuvent se passer de patrons, alors que l'inverse est impossible.

- De façon plus immédiate, en absorbant la subsistance matérielle des grévistes, elle aide le mouvement à tenir. C'est le sens de l'expression « salaire de survie ». Et ce n'est pas du tout là un point secondaire.

- elle permet également (on l'a vu aussi à Cerisy) de renforcer l'unité des travailleurs, leur cohésion, leur degré d'organisation. (en particulier au travers de tout le système des commissions spécialisées)

- enfin, par sa nature même, elle implique une dynamique d'extension, de popularisation, un véritable réseau de complices, de « clients » d'amis...

Dans la période actuelle, caractérisée par une remontée des luttes ouvrières et une accélération des difficultés de la bourgeoisie. La décision de l'AG du 18 juin apparaît comme un événement majeur, une date dans le mouvement ouvrier.

## LE REFUS DE LA LOGIQUE GESTIONNAIRE

Dès le début aucune ambiguïté, aucune illusion n'est créée : cette remise en marche partielle est bien un moyen et non un but : « L'objectif N° 1 n'est pas de vendre des montres, mais d'expliquer notre conflit. Les montres doivent rester le support de la solidarité. Notre but principal c'est de dénoncer l'opération scandaleuse qui laisse depuis tant de jours 1300 travailleurs sans savoir de quoi demain sera fait ».

(LIP-UNITE N° 1)

Cette prise de position est claire, la pratique des travailleurs le sera encore plus :

Ce n'est pas toute l'usine qui est remise en marche, mais une seule chaîne (une seconde le sera plus tard). Ainsi, seule une quarantaine de personnes est employée à la production, et ce par roulement.

Les horaires ne sont pas fixes, chacun vient travailler quand il veut, à son rythme. Certains le feront la journée entière, d'autres trois heures à peine, d'autres au contraire n'ont pas remis les pieds sur la chaîne de l'atelier depuis la grève ; ils ont préféré s'investir dans l'accueil des visiteurs, au restaurant ou dans les multiples commissions ou sous-commissions existantes. Ne sont investis à la commissions-production que les volontaires et, s'ils le désirent, ils peuvent se faire remplacer ou, pendant une semaine entière ne pas venir à la chaîne pour participer à des meetings, etc...

Ainsi, à aucun moment le souci du rendement ne l'a emporté sur les intérêts de la lutte.

- Dans les premiers jours, les commissions Vente, Gestion Financière, Tenue des Stocks, ont été surchargées de travail. Leurs membres s'exténuaient et avaient peu de temps pour participer aux débats et à l'animation du mouvement. Aussi des garde-fous ont-ils été mis en place pour que l'on ne cède pas aux pressions de la clientèle, ce qui aurait dévoyé le sens du combat mené. Ainsi des horaires ont été établis ; très vite on a arrêté les ventes le samedi et le dimanche, alors que de nombreuses personnes se présentaient.

- La discussion sur le choix des clients a également été lancée. Un mot d'ordre a guidé l'attitude de tous : « nous ne sommes pas des marchands ». Le but est d'assurer la popularisation maximum, la vente doit donc rester populaire. C'est pour cela que seul le secteur de montage des montres connaîtra une reprise partielle de la production. Certes, la première semaine, on acceptera la commande d'un industriel pour la machine-outil, mais ce geste avait alors

une valeur d'exemple : on ne pensait pas que la vente connaîtrait un tel succès ; livrer cet industriel, c'était faire la preuve que les travailleurs pouvaient très bien produire et vendre seuls, sans patron, sans pointeuse, sans contrainte. Mais, à part cet épisode initial, la vente sera toujours réservée à des particuliers, les seules collectivités admises étant les Comités d'Entreprise ou les groupes de travailleurs. Toute livraison à des horlogers est refusée. Quand le Koweït, en quête d'une bonne affaire, viendra proposer une énorme commande, elle sera rejetée.

Ainsi se trouvent confirmées dans le déroulement concret de la lutte les déclarations faites dès les premiers jours de la remise en marche : « il n'y a pas d'autogestion possible en système capitaliste ».

Au fur et à mesure que les semaines passaient, que les négociations piétinaient, que la production et la vente se poursuivaient, on a vu refluer des propositions clairement écartées dès le début par les travailleurs. Charbonnel, non sans démagogie, pleurniche parce que les LIP n'ont pas voulu d'une coopérative ouvrière. La direction nationale du PSU envisage aussi cette solution après un passage de l'usine en Régie Nationale.

Leur réponse n'a pas varié : il n'y a pas d'îlot de socialisme possible dans la jungle capitaliste. Pas d'autogestion possible sans changement préalable de société. Travaillant pour leur propre compte dans une usine isolée, ils ne pourraient pas échapper aux lois de la concurrence, et, dans cet univers hostile, seraient bien vite condamnés à devenir leurs propres exploités ou à disparaître.

## « JAMAIS JE NE ME SERAIS CRU CAPABLE DE CA »

Des centaines de meetings en province, des assemblées générales comblées, des grévistes qui expliquent, organisent et défendent leur grève. Comment est-ce possible ? Les Lips étaient-ils des ouvriers hors-série, d'une autre trempe que les autres ? Non.

Toute grève bien menée est un peu comme une école d'expérience où l'on apprend souvent plus en quelques jours qu'en plusieurs années. La lutte de Lip dure depuis 6 mois et la remise en marche de l'usine nécessite un tel degré d'organisation qu'elle impose que la grève soit l'affaire de tous les grévistes. Sur ce plan, les commissions jouent le rôle fondamental.

Certes les grandes lignes de la grève sont décidées en assemblées générales. Mais ce sont les commissions qui assurent l'organisation concrète de la lutte, qui permettent la participation massive des grévistes et qui contribuent à maintenir la mobilisation. Dès la première, il y en eut sept de créées : production, vente, gestion, stock, accueil, popularisation, entretien et garde. En y participant chaque gréviste pourra pleinement devenir un militant actif de la lutte. Ceux qui n'avaient jamais pris la parole, en dehors d'un repas de famille, ceux qui n'avaient jamais lu que « L'est Républicain » vont parler, lire discuter, naturellement, sans problème. Grâce à l'unité, à la démocratie ouvrière et à ces équipes de travail.

mes à la garde, et pas seulement des jeunes, mais aussi des plus âgées, qui seront même parfois parmi les plus actives.

suppression de la pointeuse, l'assemblée générale va décider d'effectuer un contrôle des présences. Pas par instinct policier, mais parce que la participation massive est la condition du succès, le garant de la démocratie. Ce contrôle sera collectif et se fera à chaque réunion.

Et puis, il y a les « orateurs ». Des dizaines d'orateurs qui sillonnent la France, tiendront des réunions devant les publics les plus divers, même en Europe. C'est la grève et elle seule qui les a fait apparaître.

En général, ils ont fait leurs premières armes à la commission accueil, plongés dans le contact direct avec le public. A chacun, il fallait décrire l'organisation capitaliste du travail, démontrer, chiffres à l'appui, la politique de démantèlement d'Ebauches SA, expliquer qu'il ne s'agit en rien d'autogestion... l'un de ces « orateurs » raconte :

« Au début c'était dur, j'avais l'impression que je n'avais rien à dire... faut voir que c'était la première fois que je me trouvais devant des gens qui étaient venus là pour m'écouter et d'ailleurs on a été accueillis comme des rois... et je me suis trouvé brusquement, la gorge serrée, tout le monde qui attendait et il a fallu y aller, alors, je me suis lancé, j'ai commencé à raconter comment on avait démarré la lutte et tout est venu. Je peux vous dire que jamais, je me serai cru capable de ça, moi-même je me suis étonné et je me suis dit et ben vingt dieux, tu peux être fier de toi... »

Un autre fait significatif du degré de mobilisation des « Lip » est la participation massive des fem-